

Europe

HONGRIE 2026 : QUE VEUT DIRE LA FIN DE L'ÈRE ORBÁN ?

Sylvain Kahn

14/04/2026

Avec la défaite de Viktor Orbán ce dimanche 12 avril 2026, la Hongrie a connu un tournant politique qui peut être qualifié d'historique. Plus qu'un simple Premier ministre, Orbán était devenu le chef de file des extrêmes droites européennes. Sylvain Kahn, professeur au Centre d'histoire de Sciences Po, auteur de *L'atlantisme est mort ? Vive l'Europe !* (Aube/Fondation Jean-Jaurès, 2025) et de *L'Europe : un État qui s'ignore* (CNRS éditions, 2026), analyse ici ce que l'Europe peut attendre du nouveau pouvoir à Budapest, et ce sur quoi elle ne doit pas se bercer d'illusions.

Le dimanche 12 avril 2026, la Hongrie a connu un tournant politique qui peut être qualifié d'historique. Viktor Orbán a perdu le pouvoir après seize ans de règne. Le parti Tisza, dirigé par Péter Magyar, est largement arrivé en tête des élections législatives en Hongrie avec 52,44% des voix et 136 sièges à l'Országgyűlés, le parlement hongrois, sur un total de 199. Le Fidesz a obtenu 39,15% et 57 sièges, et Notre Patrie (Mi Hazánk) obtient 5,77% des voix et 6 sièges. Le taux de participation atteint 79,56%, un chiffre inédit depuis le retour à la démocratie en 1990. En 2022, ce taux était de 62,92%. Huit millions d'électeurs étaient appelés aux urnes.

Cela veut dire qu'une partie de l'électorat orbaniste s'est détourné du Fidesz et a rejoint Tisza. Notons au passage que le score du Fidesz est resté très proche des 40% de suffrages exprimés – un score remarquable pour un parti sortant, au pouvoir depuis seize ans. La victoire de Magyar n'est donc pas le fruit d'un vote de rupture ou d'un basculement à 180 degrés de la société hongroise. Péter Magyar a emporté l'adhésion d'une majorité, et non de la seule minorité qui votait traditionnellement contre Orbán depuis 2014, en assumant une certaine continuité, ainsi qu'un changement radical sur certains points de cette continuité.

Il a su capter le mécontentement de la population, provoqué par une situation économique très difficile. L'inflation cumulée dépasse 50% depuis 2020 et la crise liée au Covid-19. Le prix des

aliments et de l'énergie pèse sur le niveau de vie des foyers. Les salaires stagnent malgré les promesses du gouvernement. Avec cette nouvelle trajectoire, le clientélisme, le népotisme et le favoritisme caractéristiques du système Orbán sont apparus inefficaces et inégalitaires. C'est dans ce contexte nouveau que la dénonciation de la corruption systémique du système de pouvoir et d'administration mis en place par le Fidesz et Orbán a suscité l'adhésion d'une majorité d'électeurs, et un sursaut de mobilisation électorale.

La même dynamique a touché le domaine du conservatisme moral et des mœurs. En 2024, la grâce présidentielle, endossée par la ministre de la Justice, d'un individu convaincu de pédocriminalité et proche du pouvoir et de l'Église catholique a jeté une ombre sur la sincérité du pouvoir dans ses croisades contre la pédocriminalité et contre les dangers fantasmatiquement supposés de l'homosexualité. Les deux dirigeantes concernées, Katalin Novák et Judit Varga, quittent la vie politique suite à cette affaire. Péter Magyar, ancien membre du Fidesz et de la diplomatie orbanienne, et aussi ex-mari de la ministre de la Justice, prend la tête du parti Tisza. Dès les élections européennes de 2024, il fait campagne sur la lutte contre la corruption et le népotisme, et sur le fait que Orbán, finalement, ne travaille pas pour l'intérêt général hongrois, mais pour celui d'une petite caste : la sienne.

Certains auteurs, comme Balint Magyar et Julia Vasarhelyi, ont qualifié le système Orbán de kleptocratie ou d'État mafieux. Magyar et Tisza, en un sens, figurent un retour aux sources, au Fidesz d'avant 2014, ce parti très conservateur attaché aux valeurs traditionnelles, au catholicisme et à la patrie, membre du Parti populaire européen (PPE) au Parlement européen, et qui était revenu au pouvoir en 2010 sur une promesse de probité et de sincérité, suite aux mensonges et aux dissimulations des sociaux-démocrates.

Viktor Orbán a théorisé la démocratie illibérale depuis 2014. Ce système réduit le pluralisme sans interdire l'opposition, dont il complique et contraint les conditions d'existence sans jamais la censurer. Le pouvoir utilise le budget de l'État pour sa propagande. Il assèche les revenus des journaux indépendants. Il instaure la « tyrannie de la majorité », puisque la majorité, c'est le peuple, et que le peuple ne saurait être divisé.

Ce faisant, plus qu'un simple Premier ministre, Orbán est devenu le chef de file des extrêmes droites européennes. Son génie politique ? Avoir fait muter l'europhobie. Contrairement aux partisans du Brexit qui voulaient quitter l'Union européenne (UE), Orbán voulait la transformer de l'intérieur. Avant lui, les opposants à Bruxelles voulaient détruire ou quitter l'UE – le référendum sur le Brexit en est le témoin. Avec Orbán, l'UE est devenue pour la grande famille des droites extrêmes et radicales de type europhobe un gisement de ressources tant symboliques, politiques et

diplomatiques que « sonnantes et trébuchantes », à exploiter.

Il y a donc un paradoxe Orbán : il déteste les règles communes que choisissent ensemble les Européens dans l'UE, ainsi que la Cour de justice de l'UE et l'État de droit, mais il adore les financements européens, qui pèsent jusqu'à 4% du PIB hongrois. Il détestait la Commission européenne, mais profitait de toutes les ressources – budgétaires, économiques, politiques et diplomatiques – de l'Union européenne au nom d'une Europe des nationalismes.

C'est sur cette double ligne que, depuis quinze ans, il travaille avec méthode pour jeter des ponts entre les droites et les extrêmes droites, notamment au Parlement européen. Son objectif : faire de l'UE une « pompe à fric » pour transformer l'Europe en une machine clientéliste au service des nationalismes et de l'érosion de l'État de droit. C'est ce qu'on peut appeler l'orbánisation : une influence capable de faire basculer les votes sur des sujets clés, comme la politique d'asile et de migration. Il rêvait, non sans un certain succès, de faire éclater l'arc classique des majorités de projet du Parlement européen qui réunit les familles politiques pour qui l'Europe fait partie de la solution et non du problème.

Orbán a donc fait du Fidesz et du ministère hongrois des Affaires étrangères l'avant-garde doctrinaire des extrêmes droites européennes, jetant des ponts méthodiques vers la droite traditionnelle. Les gouvernement Orbán ont anémié l'écosystème du pluralisme, asséchant les recettes des journaux de l'opposition, mobilisant le budget de l'État pour sa propagande électorale. À sa suite, inspirée par sa pratique du pouvoir, l'extrême droite européenne est devenue illibérale : elle déteste la séparation des pouvoirs et les garanties constitutionnelles. Son mépris du pluralisme ne se traduit pas par l'instauration d'un régime autoritaire qui censure et interdit le pluralisme politique ; mais il fait en sorte de rendre l'expression du pluralisme politique beaucoup plus contrainte et beaucoup plus compliquée, tout en stigmatisant le pluralisme culturel et de genre.

Dans les faits, l'illibéralisme est un pouvoir très moralisateur et très normatif, sous lequel les libertés ne s'épanouissent pas et sont plutôt mal vues. C'est pour cela que ce pouvoir se proclame illibéral, et que Orbán se proclamait, depuis 2014, le chantre de la « démocratie illibérale ». Derrière cet oxymore (car une démocratie ne peut par définition que reposer sur la liberté), il se réclamait du peuple. Comme il s'en veut l'émanation (et non le représentant), Orbán voulait arriver au pouvoir et y rester par des élections, certes sous pression, mais non truquées et avec une compétition électorale entre différents partis. C'est pourquoi il n'a pas cherché à contester le résultat des élections du 12 avril 2026. C'est pour toutes ces raisons que cette extrême droite européenne du XXI^e siècle est différente de celle qui l'a précédée au XX^e siècle entre 1900 et 1945. Depuis son essor

au milieu des années 2010, elle arrive au pouvoir par les urnes, et quitte le pouvoir par les urnes : Matteo Salvini et la Lega en Italien, Geert Wilders et le PVV aux Pays-Bas, le PiS en Pologne, Robert Fico et le SMER en Slovaquie...

Le Premier ministre sortant était aussi le tenant d'une politique étrangère européenne prorusse et faiblement en soutien de l'Ukraine. Il pratiquait l'obstruction au sein des institutions européennes. Il bloquait autant que possible – dans les faits, il retardait – le soutien de l'UE à l'Ukraine et les sanctions contre la Russie.

Des figures européennes comme le Polonais Mateusz Morawiecki, l'Italienne Giorgia Meloni, la Française Marine Le Pen, le Néerlandais Geert Wilders, le Slovaque Robert Fico, etc., ou le vice-président américain J.D. Vance et même le président Trump soutenaient son action et sa campagne. La défaite d'Orbán met fin au jeu de « Mister Veto » du Premier ministre de Hongrie qui, tel un Dark Vador de l'Union européenne, jetait une ombre sur le soutien de l'UE à l'Ukraine et aux sanctions sur Vladimir Poutine – ses ministres allaient jusqu'à transmettre avec régularité des informations européennes confidentielles ou sensibles au gouvernement russe.

La victoire de Péter Magyar modifie cet équilibre. Élu sur la restauration de la probité et de l'honnêteté, il jouera le jeu de l'État membre régulier et du *fairplay* au sein de l'UE, celui du leader fiable qui respecte les compromis, les décisions et la parole donnée. Sa victoire permettra de débloquent le prêt européen de 90 milliards d'euros pour l'Ukraine, auquel Orbán, avant de le bloquer de façon scélérate, avait donné son accord en janvier dernier en échange de la non-participation de la Hongrie à celui-ci. Magyar s'est présenté comme le leader hongrois qui travaillera à une authentique indépendance de son pays, et non à une souveraineté en trompe-l'œil masquant une inféodation tant à la Russie qu'à la Chine. Mais il restera le défenseur sourcilieux d'une UE prudente et d'une Hongrie qui se tient à distance du soutien à l'Ukraine et du risque supposé de confrontation avec la Russie. Les anciens électeurs d'Orbán qui ont voté pour lui ne se sont pas transformés en fervents supporteurs de Volodymyr Zelensky et de l'adhésion de l'Ukraine à l'UE. Magyar donnera autant de gages à cet électorat qu'à ses collègues Premiers ministres de l'UE.

Sur le plan intérieur, le nouveau Premier ministre dispose d'une majorité des deux tiers au Parlement. Cette avance autorise des réformes de la Constitution et du système électoral. Péter Magyar annonce vouloir restaurer l'indépendance de la justice et des médias, et limiter à deux les mandats de Premier ministre. Il a promis aux Hongrois qu'avec son arrivée et le départ d'Orbán, le reste de l'UE accepterait de décaisser la part du budget européen qui revient à la Hongrie et qui est actuellement retenue pour manquement à l'État de droit.

Néanmoins, l'ancien Premier ministre hongrois a verrouillé toutes les institutions, et également – au nom du patriotisme – toute l'économie, qu'il a concentrée aux mains de ses proches et de son « clan », tout en alimentant ses pratiques clientélistes qui ont trouvé leurs limites en 2026. Une rude partie attend donc son successeur. Orbán n'a que 62 ans et peut très bien revenir sur le devant de la scène. Il est soutenu à la fois par Vladimir Poutine et par Donald Trump. Le système kleptocrate, voire mafieux, qu'il a mis en place reste très ancré et, à nouveau, près de 40% des votants l'ont soutenu ce 12 avril 2026. Cette infrastructure orbaniste tient à ses privilèges et à ses rentes, tout en bénéficiant encore d'une base sociale certaine ; elle va donc jouer l'inertie et peut-être même chercher à saboter les promesses de la nouvelle équipe.

D'autant que le parti d'extrême droite radicale Notre Patrie obtient 5,86% des voix et garde sa présence à l'Assemblée. L'expérience actuelle de la Pologne dirigée par Donald Tusk depuis 2023, lui aussi affilié au PPE, montre la difficulté de réformer un État après une longue période de pouvoir illibéral – par le PiS en l'occurrence. Autant dire que Magyar et Tisza n'ont pas droit à l'erreur, et que leur voie de passage est étroite.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)